



LA VOIX DES FEMMES: SEMONS LA RÉSISTANCE À L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE

Mars 2025

GRAIN


La voix des femmes : semons la résistance à l'agriculture industrielle

Bien qu'elles représentent près de la moitié de la main-d'œuvre agricole mondiale, les femmes possèdent moins de 15 % des terres agricoles et sont rémunérées près de 20 % de moins que leurs homologues masculins. Ces disparités ne sont pas de simples statistiques : elles reflètent des expériences vécues qui déterminent les luttes quotidiennes des femmes rurales. Partout dans le monde, les petites productrices alimentaires affrontent une réalité difficile. Qu'il s'agisse de l'accès à la terre, des politiques publiques, des conditions de travail ou du pouvoir décisionnel, les femmes se heurtent à des obstacles systémiques qui perpétuent les inégalités sociales.

À mesure que l'agriculture dominée par les grandes entreprises s'étend, les pratiques agricoles traditionnelles sont de plus en plus évincées, exacerbant ainsi les vulnérabilités des communautés rurales. Les femmes, déjà marginalisées, subissent de plein fouet ces changements. Elles prennent soin de leurs familles et de leurs communautés, mais remplacent aussi leurs partenaires masculins quand ces derniers émigrent pour trouver du travail. Et ce sont également elles qui assurent la survie des personnes âgées et des enfants. Leur bien-être n'est pas qu'un enjeu personnel : c'est toute la résilience rurale qui en dépend.

Pourtant, les contributions et les luttes des femmes restent souvent invisibles, tout comme les préjudices spécifiques qu'elles subissent en raison de l'agriculture industrielle.

Afin d'éclairer ces problématiques, GRAIN partage les témoignages de femmes d'Asie du Sud, d'Afrique et d'Amérique latine. Pilotes de drones du programme indien Namu Drone Didi, agricultrices agroécologiques au Mexique ou dirigeantes communautaires expropriées en Ouganda, ces femmes dévoilent les multiples épreuves qu'elles endurent, mais aussi leur résilience dans la reconquête de leurs rôles de leaders et d'innovatrices au sein de leurs communautés.

Leurs témoignages sont un appel à l'action, un rappel que la lutte pour la souveraineté alimentaire est multidimensionnelle et qu'elle s'attaque à la fois à l'agrobusiness et au patriarcat. Mais aussi que les femmes rurales, les petites productrices alimentaires, sont souvent en première ligne de tous ces combats.

.....

Drone Didi : autonomisation des femmes ou renforcement des inégalités ?

En Inde rurale, où les femmes représentent plus d'un tiers de la main-d'œuvre agricole, une nouvelle initiative est en train de prendre son envol. Le programme Namo Drone Didi, lancé par le gouvernement indien, vise à former 15 000 femmes issues de groupes d'entraide pour qu'elles deviennent pilotes de drones dans le cadre de tâches agricoles telles que la surveillance des cultures, l'épandage de produits agrochimiques et les semailles. Ce programme, qui s'inscrit dans un effort plus large visant à renforcer l'autonomie économique des femmes rurales, a été salué comme une initiative prometteuse. Mais pour des femmes comme Anita Patel, petite agricultrice de Varanasi, dans l'Uttar Pradesh, la réalité est plus complexe.

« Je suis une petite agricultrice qui doit subvenir aux besoins de sa famille », explique Anita. « Lorsque mon mari est tombé malade, j'ai dû trouver un travail qui me permettait de m'occuper de lui et de nos enfants tout en continuant à gérer notre ferme. Devenir Drone Didi m'a semblé être une bonne opportunité. »

Anita est l'une des premières femmes à participer à ce programme, soutenu par le groupe Mahindra, Garuda Aerospace et l'IFFCO (Coopérative indienne d'engrais agricoles). Grâce à une formation de 10 jours dispensée à l'Institut national de formation professionnelle d'Hyderabad, Anita a appris à piloter des drones, une compétence qu'elle utilise désormais pour pulvériser des biopesticides dans sa propre ferme biologique et des produits agrochimiques dans les fermes voisines.



Anita fait voler le drone dans sa ferme

« Utiliser le drone, c'est mieux que de porter chaque jour 10 litres de pesticides sur mon dos », explique-t-elle. « Mais ce n'est pas facile. La batterie ne dure que 30 minutes et je n'ai pas reçu les batteries supplémentaires promises par le gouvernement. »

Un programme plein de promesses et d'embûches

Le programme Namu Drone Didi s'inscrit dans le cadre d'une initiative plus vaste visant à moderniser le secteur agricole indien, qui emploie près de la moitié de la population active du pays. Les femmes, souvent payées 25 % de moins que leurs homologues masculins, assument une part disproportionnée des travaux agricoles. Le programme vise à remédier à ce déséquilibre en offrant aux femmes de nouvelles compétences et de nouvelles possibilités de revenus.

« L'idée est de réduire la charge physique pesant sur les femmes tout en augmentant leurs revenus », explique Gargie Mangulkar, représentante de MAKAAAM, un forum national pour les droits des agricultrices. « Mais il y a d'importants défis à relever, qui vont des limites technologiques au risque accru d'endettement. »

Le programme offre une subvention de 80 % sur le coût des drones, avec la possibilité de contracter des prêts via le Fonds d'infrastructure agricole pour couvrir les 20 % restants. Cependant, l'accès à l'électricité, nécessaire pour recharger les batteries des drones, reste un obstacle majeur dans les zones rurales.

« Dans l'Inde rurale, l'approvisionnement électrique n'est pas fiable », explique Gargie. « En l'absence d'infrastructures adéquates, ces drones pourraient devenir un fardeau plutôt qu'un avantage. »

Les liens troubles avec les multinationales

Le programme Namu Drone Didi est étroitement lié aux intérêts des grandes entreprises. Garuda Aerospace, une startup basée à Chennai, fabrique le Kisan Drone, le principal outil utilisé dans le cadre du programme. De son côté, l'IFFCO et d'autres producteurs d'engrais proposent des formations et des incitations, notamment des scooters électriques gratuits pour les « Drone Didis » enregistrées.

« Ce programme est une contradiction en soi », explique Gargie. « D'un côté, le gouvernement promeut l'agriculture naturelle. De l'autre, il s'associe à des géants de l'agrochimie pour diffuser des pesticides. »



Femmes pilotes de drone à la fin de leur formation

Anita, qui pratique l'agriculture biologique sur ses propres terres, voit bien les deux aspects. « J'utilise des biopesticides dans ma ferme, mais lorsque je suis engagée pour pulvériser dans d'autres fermes, j'utilise les produits chimiques qu'ils me fournissent », explique-t-elle. « C'est un travail et j'ai besoin de ce revenu. »

Si le programme Namoo Drone Didi a peut potentiellement autonomiser les femmes rurales, les opposants mettent en garde contre le fait qu'il pourrait également renforcer les inégalités existantes. La transition vers une agriculture numérique, facilitée par des initiatives comme celle-ci, pourrait affaiblir les pratiques agricoles traditionnelles et accroître le contrôle des entreprises sur les petits producteurs et productrices.

« Les drones collectent des données détaillées sur l'utilisation et la productivité des terres », explique Gargie. « Ces données pourraient être exploitées par les entreprises pour dicter les pratiques agricoles, donner la priorité aux profits, voire identifier et acheter les terres les plus productives. »

Pour Anita, le programme lui a offert une bouée de sauvetage, mais il n'est pas sans poser de problèmes. « Je gagne environ 600 roupies (7 dollars des États-Unis) par jour, mais je dois encore faire deux ou trois autres petits boulots pour subvenir aux besoins de ma famille », confie-t-elle. « J'espère que le gouvernement tiendra ses promesses, notamment en ce qui concerne les batteries supplémentaires. Sans elles, il est difficile de joindre les deux bouts. »

Un appel à des alternatives durables

Tandis que le programme Namo Drone Didi s'étend, des organisations comme **MAKAAM** plaident pour des solutions plus durables. « Les femmes rurales ont besoin de meilleures alternatives », affirme Gargie. « Nous formons les femmes à l'agroécologie, en relançant des pratiques traditionnelles à la fois durables et émancipatrices. Nous avons commencé avec 50 femmes, et, aujourd'hui, environ 300 femmes rurales pratiquent l'agroécologie. »

Pour l'instant, Anita garde espoir. « Ce programme m'a permis de subvenir aux besoins de ma famille tout en restant près de chez moi », dit-elle. « Mais nous avons besoin de plus de soutien : des salaires plus équitables et un meilleur accès aux ressources. Ce n'est qu'à ces conditions que nous pourrions vraiment nous en sortir. »

Les 85 ans de San Isidro : les femmes au cœur de la résistance paysanne

Le petit ejido¹ de San Isidro, au Mexique, est un symbole de la propriété collective des terres depuis les années 1940, lorsque l'ancien président Lázaro Cárdenas a accordé 536 hectares aux paysan·nes de la localité qui s'étaient organisé·es et avaient revendiqué le droit d'autogérer leurs terres. Aujourd'hui, San Isidro fait partie des plus de 29 000 ejidos et autres 2 400 communautés enregistrées comme « propriété sociale » au Mexique, un héritage des réformes agraires nées de la révolution mexicaine et inscrites dans la Constitution de 1917. Ces réformes ont

1. Un Ejido est un terme utilisé au Mexique pour désigner une zone de terres communales utilisées pour l'agriculture dans laquelle les membres de la communauté ont des droits d'usufruit plutôt que des droits de propriété sur la terre - voir la fiche Ejido sur Wikipedia.

*Colline El Petacal, femmes de San Isidro
sur les terres récupérées de l'entreprise
AMWAY 16 juillet 2022*



.....

limité la propriété foncière privée à 100 hectares et ont placé **plus de 50 % du territoire national** (82 % d'ejidos et 17 % de terres communales) sous propriété collective, les protégeant ainsi de la vente ou de la saisie par les banques.

Mais l'histoire de San Isidro ne se limite pas à la terre ; elle concerne aussi l'eau, les forêts et les habitant-es qui ont lutté pour les préserver. Les ejidos comme celui de San Isidro détiennent **70 % des forêts du Mexique et deux tiers de ses ressources en eau**. Pourtant, depuis les années 1990, ces terres communales sont menacées. La réforme constitutionnelle de 1992, la crise économique et l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA) ont ouvert la voie à la privatisation, permettant la conversion des terres d'ejidos en propriétés privées. Plus de 22 % des parcelles de propriété sociale ont depuis été privatisées, souvent sous le couvert de l'autonomisation des femmes.

« Ce sont les femmes qui seront propriétaires » devint le cri de ralliement des partisans de la privatisation, notamment la Banque mondiale et la FAO. Mais les femmes de San Isidro savaient qu'il s'agissait de promesses trompeuses.

Dans les campagnes mexicaines, les inégalités de genre sont flagrantes. Les femmes représentent plus de la moitié de la population rurale, mais elles ne détiennent que 28 % des titres de propriété sociale. Les femmes rurales sont également confrontées à des conditions de travail plus difficiles : **46 % d'entre elles gagnent le salaire minimum ou moins**, contre 32 % des hommes.

En 2024, **les exportations agricoles du Mexique ont atteint un niveau record**, les cultures gourmandes en eau, comme **les avocats et les petits fruits** figurant parmi les principales exportations. Ces monocultures, motivées par la demande mondiale, ont eu un coût élevé pour des communautés comme San Isidro.

Pour Trinidad de la Cruz, une ejidataria vivant depuis toujours à San Isidro, l'arrivée des fermes d'avocats et des serres a eu des effets dévastateurs. « Nous continuons à planter la milpa et les cuamiles (maïs, haricots, courges, nopal et piments), mais ce n'est plus comme avant », explique-t-elle. « Nous ne sommes plus soutenus par des politiques ou des crédits, de sorte que de nombreux ejidatarios louent leurs terres à des étrangers pour y produire des avocats, des agaves et des cultures horticoles. »

San Isidro est aujourd'hui entourée de plantations d'avocats, et même si peu de membres de la communauté louent leurs terres à des étrangers, la pression monte.

« Beaucoup partent en ville ou aux États-Unis pour trouver du travail », explique Trinidad. « Je loue mes 4 hectares à un voisin qui cultive du maïs et du sorgho parce que je suis âgée et que je ne peux pas travailler la terre seule. Mais je ne louerai pas aux entreprises de culture d'avocats. Nous devons préserver l'ejido. »



Ejidatarias et ejidatarios signant l'acte de possession de la terre (1er juillet 2022)

Dans l'ejido voisin d'Alista, la situation est encore pire. « Environ 80 % des terres sont louées pour la culture d'avocats, d'agave et de raisins », explique Ilma María Cruz, une habitante d'Alista. « Les vignes sont irriguées jour et nuit, ce qui ne laisse pas d'eau pour la communauté. Nous avons une source dans les collines, mais maintenant l'eau ne coule plus que deux jours par semaine, pendant environ trois heures. Comment pouvons-nous produire de la nourriture dans ces conditions ? »

La privatisation des terres et de l'eau s'est accélérée après l'ALENA, explique Evangelina Robles, une avocate qui travaille en étroite collaboration avec la communauté de San Isidro. « Les concessions d'eau sont devenues beaucoup plus rapides et les entreprises se sont facilement emparées des ressources. » L'une des premières à s'installer a été l'entreprise étasunienne Amway/Nutriline, qui a acheté des terres destinées à l'ejido de San Isidro et a commencé à y installer des serres pour la production horticole.

« Ils ont promis des emplois et des salaires équitables », explique Trinidad. « Mais dans les serres, toute la main d'œuvre vient de l'extérieur. Les gens travaillent de longues heures, paient eux-mêmes leur transport et leur hébergement, et accumulent les dettes. Les

femmes s'occupent de couper et de nettoyer les fruits, tandis que les hommes et les enfants travaillent dans les champs. C'est de l'exploitation. »

Ilma, une camarade de lutte de Trinidad, ajoute que les impacts sur la santé sont graves. Bien qu'elle ne soit pas elle-même une ejidataria, Ilma est devenue une figure clé de la communauté. « Les pesticides sont partout. On peut les sentir dans l'air, comme du piment. Beaucoup de gens tombent malades, mais les entreprises s'en moquent. »

La résistance

Malgré les difficultés, des femmes comme Trinidad et Ilma sont à l'avant-garde de la résistance. « J'ai été l'une des premières femmes ejidatarias à San Isidro », explique Trinidad. « À la mort de mon mari, le titre de propriété est resté à mon nom et j'ai obtenu le droit de participer aux assemblées. Aujourd'hui, sur environ 80 ejidatarios, près de 25 sont des femmes. C'est à nous qu'incombe la responsabilité de prendre soin de la terre, des enfants et des personnes âgées. »

« Nous avons décidé d'arrêter de louer nos terres et de nous lancer dans la culture agroécologique », explique Ilma. « Nous utilisons des semences indigènes, nous récupérons l'eau de pluie et nous cultivons du maïs, des haricots, des courges et des arbres fruitiers. C'est plus sain et plus durable. »

Leurs efforts s'inscrivent dans une lutte plus large visant à récupérer les terres et l'eau accaparées par l'agrobusiness. En juin 2022, San Isidro a remporté une victoire juridique contre Amway, qui était censée restituer 280 hectares de terres acquises illégalement. Mais l'entreprise a fait appel et a même porté l'affaire devant la Banque mondiale, réclamant 3 millions de dollars des États-Unis à l'État mexicain.

« La communauté a maintenant accès à environ 60 hectares, mais ce n'est pas simple », explique Eva Robles. « Elle doit faire face à des menaces et à une présence armée. Mais des femmes comme Trinidad et Ilma sont les piliers de cette résistance. Elles incarnent la permanence de la communauté face à la spoliation. »

Pour les femmes de San Isidro, la lutte dépasse la simple question des terres : il s'agit de préserver un mode de vie. « Nous nous battons pour nos enfants, pour notre communauté et pour l'avenir », déclare Trinidad. « Cette terre est notre héritage et nous ne laisserons personne nous l'enlever. »

Tandis que les monocultures s'étendent et que l'eau se raréfie, les femmes de San Isidro incarnent la puissance de la résistance collective. Leur histoire nous rappelle que la lutte pour la terre, l'eau et la dignité est loin d'être terminée, mais qu'elle est également loin d'être perdue.

Conamuri : le féminisme paysan populaire contre le patriarcat et la révolution verte

Malgré une baisse de 17 % de sa population rurale au cours de la dernière décennie, le Paraguay reste l'un des pays les plus ruraux d'Amérique du Sud. Les femmes représentent **cinquante-sept pour cent de cette population**. Avec l'exode croissant des hommes vers les villes ou à l'étranger, les femmes sont devenues les principales gardiennes de leurs territoires. Mais elles subissent de plein fouet la violence du capital liée à l'agrobusiness, ainsi que les effets en cascade des crises économiques, alimentaires et écologiques. La discrimination structurelle et le patriarcat ne font qu'aggraver leur vulnérabilité.

C'est dans ce contexte de lutte qu'est née **Conamuri**. Cette organisation de femmes paysannes et autochtones a passé les 25 dernières années à faire entendre les voix des femmes rurales confrontées aux impacts quotidiens de l'agrobusiness. Qu'elles portent sur les discriminations, les pénuries d'eau, la détérioration de la santé ou la perte des semences locales, ces luttes ne sont plus confinées à la sphère privée. Grâce à Conamuri, elles sont désormais au cœur de l'agenda politique.

La participation des femmes aux tâches rurales a bondi de 76 % entre 2008 et 2022, mais la majorité d'entre elles restent sans terres ou n'ont accès qu'à de petites parcelles. Ce n'est qu'en 2002, avec **l'introduction du Statut agraire (loi)**, que des efforts ont été faits pour promouvoir l'accès des femmes à la terre, au crédit et à l'assistance technique. Aujourd'hui, 46 % des producteurs et productrices en zone rurale exploitent moins de 5 hectares et dépendent fortement de l'agriculture pour 70 % de leurs revenus. Les subventions de l'État, les envois de fonds et l'aide familiale constituent le reste, tandis que les pensions et les locations de terres représentent à peine 3 %. Plus de **84 % des femmes rurales** ne bénéficient d'aucune forme d'assurance maladie.

Conamuri est aujourd'hui un réseau de plus d'un millier de femmes issues de presque tous les départements du Paraguay. Elles gèrent une école d'agroécologie, des potagers communautaires, des marchés locaux et produisent leur propre yerba mate biologique. Plus important encore, elles ont développé une approche politique et pédagogique unique : le féminisme paysan autochtone et populaire.



Photo: Hernan Vitenberg

Un héritage de résistance

Conamuri a été l'une des premières organisations à dénoncer la mort de Silvino Talavera, un garçon de 11 ans décédé en 2003, à la suite de fumigations chimiques dans la région d'Itapúa. À l'époque, les femmes étaient traitées de « folles » ou accusées de ne pas comprendre les réalités agricoles. Même leurs camarades les accusaient de diviser le mouvement paysan. Mais elles ont tenu bon, bloquant les tracteurs et protestant contre les fumigations. La mort de Silvino a déclenché des mobilisations nationales et internationales contre les pesticides et les cultures transgéniques.

Après les pesticides, Conamuri a élargi son champ d'action pour contester l'ensemble du modèle violent de l'agro-business : de l'accaparement des terres à l'exploitation de l'eau, en passant par les impacts sur le travail urbain, le logement et les systèmes alimentaires. « De janvier à mars, nous subissons une véritable « guerre chimique » avec des fumigations aériennes qui empoisonnent des communautés entières », explique Alicia Amarilla, leader historique de Conamuri. « Des centaines de personnes se retrouvent à l'hôpital, des enfants meurent, mais la cause n'est jamais attribuée à la pollution agrochimique. »

« Aujourd’hui, nous dit Alicia, nos luttes sont reconnues et respectées. La campagne massive contre le blé HB4, baptisée "Du pain sans poison", témoigne de 25 ans de dialogue avec une société qui ne tolère plus d’être empoisonnée. »

Jusqu’en 2012, le Paraguay ne cultivait qu’une seule plante transgénique : le soja RoundUp Ready de Monsanto, autorisé en 2004 mais cultivé illégalement depuis les années 2000. Après le coup d’État parlementaire de 2012 contre le président Fernando Lugo, le processus d’autorisation des cultures transgéniques a été simplifié, sacrifiant ainsi la souveraineté au profit des multinationales de l’agrobusiness. Aujourd’hui, 61 cultures transgéniques ont été autorisées, dont 25 variétés de maïs, 10 de soja, 8 de coton et 1 de blé (HB4), toutes résistantes à un ou plusieurs produits agrochimiques.

En 2023, le volume des importations de produits agrochimiques au Paraguay était plus de deux fois supérieur aux niveaux de 2015, glyphosate en tête de liste. **Bayer-Monsanto, Syngenta et Basf dominent le marché mondial des semences et des produits agrochimiques**, et leur influence se fait profondément sentir au Paraguay.

Aujourd’hui, **95 % des terres du Paraguay sont consacrées à l’agrobusiness, soit 5,5 millions d’hectares, dont 3,5 millions pour le soja transgénique.** « La sojification du Paraguay a dévasté nos forêts », explique Rosa Toledo, une autre leader Conamuri de San Pedro.

Depuis 1985, **142 000 km² de la forêt du Gran Chaco ont été convertis en terres cultivées ou en pâturages**, faisant du Paraguay le troisième exportateur mondial de soja.

Photo: Hernan Vitenberg



Le coût humain de l'agrobusiness

En 2013, plus de 13 communautés se sont unies pour faire face à l'invasion de près de 10 000 hectares de forêts vierges dans le département de San Pedro, surnommées le « poumon de San Pedro ». Les paysan·nes sans-terre ont occupé une partie de la zone pour dénoncer **l'accaparement des terres et la déforestation opérés par Inpasa**, une entreprise qui installait alors une usine d'éthanol de maïs et des monocultures d'eucalyptus et de soja.

« Les impacts sont dévastateurs », explique Rosa. « Les fumigations près des écoles rendent l'air irrespirable. Les attaques d'insectes, auparavant inconnues, sont désormais fréquentes. Nous avons établi un partenariat avec une faculté de médecine pour étudier les communautés entourées par les cultures de soja. Dans l'une d'elles, nous avons trouvé dix enfants atteints de leucémie, de nombreux cas de cancer, des problèmes oculaires et cutanés, ainsi que des allergies. Dans une autre communauté sans soja, il n'y avait pratiquement aucun problème de santé. Les produits agrochimiques tuent les gens à petit feu. »

Aujourd'hui, le Paraguay a signé des accords avec le Fonds vert pour le climat en vue d'obtenir des paiements conditionnés à la réduction des émissions. **Le projet Paraguay +Verde**, censé promouvoir la gestion durable des forêts, facilite en réalité l'expansion des monocultures d'eucalyptus sur les territoires paysans et autochtones. Entre 2015 et 2022, les plantations d'eucalyptus ont augmenté de 90 %. Bien qu'il soit principalement cultivé pour la production de pâte à papier, l'eucalyptus est également utilisé pour produire du charbon de bois destiné au séchage de produits agricoles en grains comme le maïs et le soja, ce qui permet de commercialiser ces produits sous un label « vert ». Des communautés comme celle de Qom considèrent les plantations d'eucalyptus comme **un cheval de Troie pour l'accaparement des terres**. Ces arbres épuisent les ressources en eau, appauvrissent les sols et transforment les terres fertiles en déserts.

En conséquence, un grand nombre d'habitant·es sont contraint·es de louer leurs terres, non plus pour un an, comme dans le cas des cultures céréalières, mais pour des périodes de 10 à 20 ans. Sous l'effet combiné du besoin urgent de revenus et de l'absence de titres fonciers officiels, beaucoup finissent par perdre définitivement leurs terres. Conamuri parle de « pack expulsion » – soit le démantèlement systématique des communautés rurales.



Féminisme paysan populaire : une pratique quotidienne

« Dans la communauté Santory de Caaguazú, 300 familles résistent à l'avancée du soja sur près de 3 000 hectares, protégeant ainsi une zone humide vitale », explique Perla Alvarez, une leader Conamuri originaire de Caaguazú. « Nous avons créé une école d'agroécologie, Semilla Róga, où nous échangeons des semences et des connaissances. Chaque mois, nous organisons des ateliers sur la législation environnementale, la production de semences et les techniques agroécologiques.

« Mais les défis sont immenses », poursuit Perla. « Avec l'avancée de l'eucalyptus et du soja transgénique, la pénurie d'eau est devenue critique. Les puits se sont asséchés et les coupures d'eau sont fréquentes. La communauté a réactivé sa résistance, en proposant une ordonnance municipale pour déclarer notre territoire exempt de produits agrochimiques et nous reconnaître officiellement comme communauté agroécologique. »

Pour Conamuri, le féminisme paysan populaire n'est pas qu'une théorie, c'est une pratique quotidienne. « Il donne une dimension politique à nos tâches quotidiennes : préserver les semences, entretenir des potagers diversifiés, pratiquer la médecine traditionnelle et nous protéger contre les violences », explique Perla. « Même la cuisine,

souvent perçue comme un lieu d'oppression, est pour nous un espace de pouvoir. C'est là que nous transmettons nos savoirs, partageons nos recettes et organisons la résistance. »

Conamuri dirige également l'école Juliana pour les femmes autochtones, qui propose des formations sur les droits des peuples autochtones, la médecine naturelle et la prévention des violences. « Nous avons mis en place un "réseau de confiance" à l'échelle du territoire pour nous protéger mutuellement et dénoncer les violences », explique Perla. « Lorsqu'une camarade est victime de violences, nous nous rendons régulièrement à son domicile jusqu'à ce que la situation s'améliore. L'État n'offre ni refuge ni soutien, alors nous comptons les unes sur les autres. »

Grâce à des initiatives telles que l'**École des femmes et des Jeunes défenseur-es de la souveraineté alimentaire**, Conamuri internationalise sa lutte. « Nous construisons un dialogue continental sur les luttes anti-patriarcales », explique Perla. « Notre défi consiste à partager le travail du soin avec nos partenaires, notre famille et notre communauté, afin que les femmes puissent participer pleinement à la vie politique. Mais le simple fait de se réunir en tant que sujets politiques est disruptif. En cultivant du manioc ou en organisant des révoltes, nous semons la vie et la résistance. ».

Stella Akiteng : la voix des populations spoliées de leurs terres dans le district de Kiryandongo en Ouganda

Les terres fertiles de Kiryandongo, communauté agricole jadis prospère de l'ouest de l'Ouganda, sont devenues le théâtre d'accaparements de terres par des multinationales étrangères.

Situé à 225 kilomètres de Kampala, la capitale de l'Ouganda, Kiryandongo est un creuset de populations venues de tout le pays. Beaucoup ont migré ici après avoir fui les catastrophes naturelles, la guerre ou la violence dans leur région d'origine. Le district accueille également une importante population de réfugié-es, ce qui renforce la diversité et la résilience de cette communauté.

Pour la plupart des habitant-es, la vie à Kiryandongo est l'histoire d'un double déplacement, une histoire marquée par la douleur, l'humiliation et la faim. Les terres de Kiryandongo, qui abritaient autrefois une riche communauté agricole et produisaient de la nourriture pour les familles et pour la nation, ont été transformées en plantations industrielles de soja et de maïs. Les femmes, en particulier, ont subi de plein fouet ces bouleversements, voyant leurs moyens de subsistance fragilisés et leur avenir incertain.



Stella Akiteng

Les sols riches et le climat idéal du district en ont fait une cible de choix pour des entreprises comme Agilis Partners, Kiryandongo Sugar Limited et Great Season SMC Limited. Ces entreprises, qui agissent souvent main dans la main avec les autorités locales, ont **violemment expulsé des milliers de familles de leurs maisons et de leurs fermes**. À leur place, de vastes monocultures de soja et de maïs s'étendent désormais à perte de vue, effaçant les traditions agricoles dynamiques qui caractérisaient autrefois ce territoire.

Pour Stella Akiteng, agricultrice dépossédée de ses terres et leader communautaire, l'histoire est profondément personnelle. « J'étais agricultrice », dit-elle. « Je cultivais des haricots, du maïs, des arachides et d'autres cultures. Une partie de la récolte était vendue, et le reste nourrissait ma famille. Mais quand les investisseurs sont arrivés, ils ont tout pris. »

Le périple de Stella a commencé par un double déplacement forcé. Après avoir été mise à la porte de chez elle par son mari pour n'avoir donné naissance qu'à des filles, elle est retournée sur les terres de son père, où elle s'est vu attribuer 60 hectares. **Mais en 2017, des grandes entreprises sont arrivées, soutenues par la police et l'armée, et ont saisi ses terres**. « Ils ont trompé les responsables du district en prétendant avoir été envoyés par le gouvernement central », se souvient-elle. « Maintenant, ma famille et moi sommes sans terre. »

L'impact de ces saisies de terres va bien au-delà de la perte des moyens de subsistance. Les familles qui cultivaient autrefois du maïs pour nourrir l'Ouganda et d'autres pays ont désormais du mal à subvenir à leurs propres besoins. Des écoles ont fermé, privant des enfants d'accès à l'éducation. Même les lieux de sépulture sont interdits aux habitant-es, ce qui oblige les familles endeuillées à abandonner les corps de leurs proches dans les plantations de canne à sucre qui étaient autrefois leurs terres.

« Les plantations de canne à sucre ont apporté calamités et maladies », explique Stella. « Les moustiques, les serpents venimeux et les animaux sauvages circulent librement, rendant la zone dangereuse pour les enfants, les femmes et les hommes. »

Le rôle de Stella en tant que leader communautaire est devenu plus crucial que jamais. Autrefois conseillère et membre de l'association des agriculteurs de Nyamaleme, elle dirige aujourd'hui un réseau de familles déplacées qui luttent pour récupérer leurs terres et reconstruire leurs vies.

Le premier jour de leur expulsion a été particulièrement éprouvant. « Nous n'arrêtons pas de pleurer », se souvient Stella. « Au début, tout le monde était accablé, mais avec le temps, nous avons commencé à nous encourager les un-es les autres. Nous avons décidé de créer des associations et des groupes pour nous entraider. Avant de nous réunir, nous pensions que nous étions condamnée-s, sans espoir. Maintenant, nous avons de l'espoir, l'espoir de retrouver nos vies et nos terres. »

Ces groupes sont devenus une source de force et de solidarité. « Nous partageons nos joies entre nous », dit Stella. « Survivre n'a pas été facile, mais nous avons trouvé des moyens de nous soutenir mutuellement. »

Un réseau de résistance

Le rôle de leader de Stella va désormais au-delà de Kiryandongo. Avec son groupe, elle a organisé des visites dans d'autres communautés ougandaises touchées par les accaparements de terres. Ces visites ont révélé le caractère généralisé du système d'exploitation mis en place par les multinationales.

À **Kalangala**, Stella a découvert comment les agriculteurs et agricultrices avaient été attiré-es dans des partenariats avec des entreprises leur promettant des parts dans des plantations de palmiers à huile. « On leur a dit que cela leur apporterait des avantages, mais une fois les palmiers plantés, les entreprises leur ont interdit de produire des cultures vivrières », explique-t-elle. Les produits chimiques utilisés dans les plantations ont contaminé le lac Victoria, tuant les poissons et dévastant l'industrie locale de la pêche.

À **Mubende**, Stella a pu observer les impacts environnementaux des plantations d'eucalyptus. « Ces arbres absorbent toute l'eau et assèchent les puits et les rivières », explique-t-elle. On a interdit aux agriculteurs et agricultrices de faire paître leur bétail et de ramasser du bois de chauffage, les privant ainsi de ressources essentielles.

À **Hoima**, la destruction de la forêt de Bugoma pour laisser place à des plantations de canne à sucre l'a particulièrement marquée. « La forêt était une ressource vitale pour la communauté : elle fournissait des plantes médicinales, du bois de chauffage et bien d'autres choses encore. Aujourd'hui, elle a disparu, tout comme leur mode de vie », explique Stella.

Ces visites ont incité Stella à rassembler les communautés touchées. « Nous avons compris que ce n'était pas seulement notre problème, mais que cela se produisait partout », affirme-t-elle. Elles ont formé un réseau informel contre les investissements fonciers en Ouganda, qui a maintenant rejoint l'Alliance informelle contre l'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile en Afrique de l'Ouest, qui travaille en réseau avec d'autres groupes à travers le continent pour partager des stratégies et des ressources.

Pour Stella, la lutte ne se limite pas à la récupération des terres : il s'agit d'assurer l'avenir de la prochaine génération. « Si cela continue, il n'y aura plus de terres pour les cultures vivrières, seulement des plantations de canne à sucre et des exploitations forestières », prévient-elle. « Si nous n'agissons pas maintenant, il ne restera plus rien pour nos enfants. »

En tant que leader élue par sa communauté, Stella est animée par un profond désir de changement. « Tout ce que je veux, c'est un avenir meilleur pour notre communauté et notre pays », affirme-t-elle. « Nous apprenons les unes des autres, nous demeurons déterminées et nous nous associons à d'autres. Ensemble, nous pouvons relever tous les défis. »

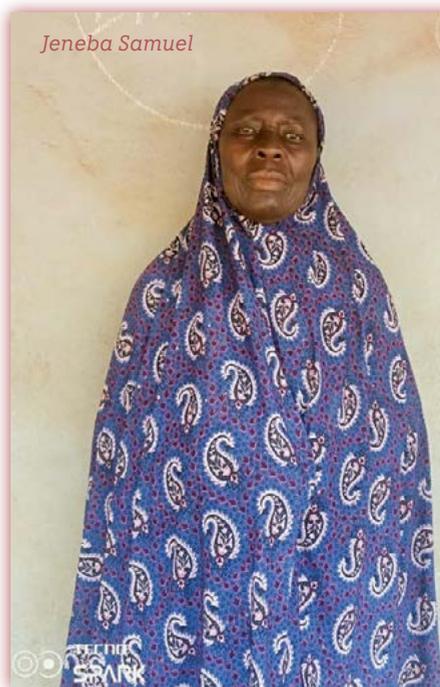
Son message aux autres femmes est un appel à la résilience et à la solidarité. « J'encourage les femmes à tenir bon et à surmonter les difficultés », dit-elle. « Si je meurs, les femmes qui me connaissent suivront mon exemple. Si l'on me donne l'occasion d'en faire plus, je tiendrai bon et je saisirai cette chance. »

L'histoire de Stella montre la force de l'action collective. « Lorsque je raconte mon histoire à l'église, les femmes pleurent et me demandent comment je fais pour tenir bon, comment je surmonte la situation », confie-t-elle. « Ma réponse est toujours la même : ne souffrez pas seule. La résilience vient du fait d'être ensemble, d'écouter les autres et de faire preuve de compassion. Le monde est plein de douleur, mais ensemble, nous pouvons guérir et reconstruire ce qui a été brisé. »

À Malen, des femmes qui luttent pour les terres et les moyens de subsistance

Dans la chefferie de Malen, au sud de la Sierra Leone, le palmier à huile est plus qu'une simple culture commerciale. Depuis des générations, les femmes de cette région dépendent de cette ressource pour se nourrir, générer des revenus et avoir une stabilité économique. Cependant, l'arrivée des plantations industrielles de palmiers à huile a bouleversé leurs moyens de subsistance traditionnels, car des multinationales comme SOCFIN Agricultural Company (SAC) accaparent les terres, souvent sans le consentement des communautés locales.

Depuis 2011, la SAC, une filiale de la multinationale SOCFIN basée au Luxembourg, a acquis plus de 18 000 hectares de terres pour la production industrielle d'huile de palme dans la chefferie de Malen. Il s'en est suivi un conflit foncier acharné entre l'entreprise, les autorités locales et les communautés, qui s'est intensifié, donnant lieu à des violences, des déplacements forcés et une lutte incessante pour la justice. Au cœur de la tourmente, les femmes de la chefferie de Malen se sont organisées et luttent pour protéger leurs terres et leur mode de vie.



Jeneba Samuel : une histoire de résilience

Jeneba Samuel, veuve et agricultrice de la section Panina dans la chefferie de Malen, incarne la résilience de sa communauté. Pendant des années, elle a cultivé du riz et des palmiers à huile sur des terres héritées de feu son père, faisant vivre sa famille grâce à l'agriculture. Cependant, en 2011, sa vie a basculé lorsque le chef suprême et d'autres dirigeant·es communautaires ont vendu les terres familiales à la SAC sans son consentement.

« Ils ont pris nos terres sans nous demander notre avis », se souvient Jeneba. « Quand j'ai essayé de me battre pour les récupérer, j'ai été battue et agressée sexuellement par cinq hommes. Cela a été une expérience douloureuse, et ça l'est encore aujourd'hui. »

Jeneba a porté son affaire devant la police et la Commission nationale des droits humains, mais aucune mesure n'a été prise. En quête de soutien, elle a rejoint l'Association des propriétaires et usagers de terres de Malen (MALOA), une association créée en 2011 pour lutter contre les accaparements de terres dans la chefferie. Malgré leurs efforts, Jeneba et les autres femmes concernées n'ont pas pu récupérer leurs terres.

« Je n'ai plus rien », dit-elle. « Pas de terre à cultiver, aucune indemnité reçue de l'entreprise, aucun emploi pour ma famille ou moi-même. Nous luttons pour survivre. »

L'histoire de Jeneba est révélatrice d'un problème plus large dans la chefferie de Malen. Les femmes qui dépendaient autrefois du palmier à huile et de leurs autres cultures pour nourrir leurs familles et générer des revenus sont aujourd'hui confrontées au déplacement forcé et à la précarité économique. Les plantations de la SAC n'ont pas seulement pris leurs terres, elles ont également perturbé le tissu social et économique de la communauté.

« Les dirigeants partagent les bénéfices avec ceux qu'ils connaissent », explique Jeneba. « Les autres comme nous se retrouvent sans rien. »

Un rapport publié en 2017 par FIAN Belgique fait écho aux affirmations de Jeneba. Il a révélé de graves allégations de corruption et un manque de transparence dans les opérations de SOCFIN. Les fonds destinés au paiement des loyers fonciers ont été détournés au profit des élites locales, sans qu'aucun compte ne soit rendu. Le rapport a également mis en évidence un fossé entre les promesses de SOCFIN en matière de responsabilité sociale des entreprises et la réalité. Entre 2011 et 2017, la société a annoncé qu'elle consacrerait 16,4 millions d'euros à des projets communautaires, notamment des écoles, des hôpitaux et des routes. Cependant, seuls 2,5 millions d'euros ont été effectivement déboursés.

Les femmes à la tête de la résistance

Malgré les adversités, les femmes de Malen ont fait preuve d'un courage et d'une détermination immenses. Le 21 septembre 2017, **environ 150 à 200 femmes ont été bloquées par la police** alors qu'elles se rendaient

à Pujehun pour exiger que des mesures soient prises contre SOCFIN suites aux accaparements de terres et violations des droits humains. Les femmes, qui brandissaient des banderoles et des pancartes dénonçant les injustices, l'accaparement des terres et les arrestations généralisées, ont refusé de reculer.

« Nous avons tenu bon », raconte une participante. « Nous avons dit aux journalistes qui arrivaient sur les lieux que la paix était la voie à suivre, mais nous avons aussi clairement fait savoir que nous ne serions pas réduites au silence. »

Après plusieurs heures de confrontation, la plupart des femmes sont rentrées chez elles à contrecœur, mais six d'entre elles ont poursuivi la route jusqu'à Pujehun pour assister à une réunion de district des principales parties prenantes, qu'elles ont décrite comme une petite mais importante victoire.

Le conflit a atteint **un point culminant tragique le 21 janvier 2019**, lorsqu'un accrochage entre des membres de la communauté et la police et l'armée qui protégeaient les biens de la SOCFIN a tourné au drame. Deux personnes ont été tuées par balle. Dans les heures qui ont suivi, des descentes de police et de l'armée ont été menées dans les villages environnants. Des habitant-es ont été battu-es, des maisons vandalisées et des biens pillés. Des centaines de personnes ont fui leur domicile et 15 personnes ont été arrêtées, s'ajoutant ainsi à une longue liste de détentions arbitraires ciblant les militant-es de MALOA.

Dans ce contexte, une coalition d'organisations de la société civile sierra-léonaise et internationale a appelé à une action urgente.

Un appel à la solidarité et à l'action

L'appel de Jeneba est à la fois un appel à la résilience et à l'espoir. Elle exhorte ses camarades à rester fortes et à continuer à se battre pour leurs droits. « Nous ne devons pas abandonner », dit-elle. « L'avenir de nos enfants en dépend. »

Mais la lutte à Malen ne se limite pas à la terre : il s'agit de garantir un avenir durable à la communauté. Des femmes comme Jeneba Samuel sont en première ligne de cet effort et leur résilience témoigne de la force de celles qui refusent d'être réduites au silence.



Bureau de la coordination de GRAIN :

Casanova 118, escalera derecha 1ºB, 08036 Barcelone, Espagne

Tél: +34 93 301 1381

Email: grain@grain.org

www.grain.org | [bluesky: @grain.org](https://www.bluesky.com/@grain.org) | [facebook.com/GRAIN.org](https://www.facebook.com/GRAIN.org)

[instagram.com/grain_org](https://www.instagram.com/grain_org)